



**CDEN du 13 février 2018**

**Préparation de la rentrée 2018**

### **Déclaration préalable de la CGT éducation 91**

Les coups portés durant les derniers mois au monde du travail, ont été terribles, les salarié-es commencent à subir les conséquences de la casse du Code du travail. Depuis sa mise en place, l'essentiel des mesures prises par ce gouvernement va dans le même sens, celui qui privilégie les classes les plus aisées du pays. L'Observatoire français des conjonctures économiques a révélé que ce sont les 5% de ménages les plus aisés qui ont capté 42% des gains liés aux réformes faites par le gouvernement Macron. Alors que ce gouvernement augmente le pouvoir d'achat des plus riches, il accentue les coupes dans les dépenses publiques. D'un côté des cadeaux fiscaux faits « aux premiers de cordée » comme la suppression de l'ISF de l'autre, une hausse de la CSG pour les salarié-es et les retraité-es, le rétablissement du jour de carence et la casse des services publics, bureaux de postes menacés, hôpitaux fragilisés, Ecole publique rançonnée.

A la prochaine rentrée, notre département va accueillir environ 1300 élèves supplémentaires dans les collèges, soit une hausse de 2,2%. Avec une hausse de 1,7%, les moyens prévus sont insuffisants pour accompagner la hausse démographique. Il y aura donc toujours plus de classes surchargées, les conditions de travail des personnels et d'études des élèves se dégraderont. Le h/e des collèges se dégrade, avec un h/e moyen des collèges qui baisse à 1,198, en dessous de la moyenne académique de 1,212. Si l'on regarde les situations d'établissements, ce sont les collèges en éducation prioritaire qui voient leur situation se dégrader le plus. Ce gouvernement donne moins à ceux qui ont besoin de plus. Prendre aux pauvres pour donner aux riches, la situation des collèges est à l'image de la politique actuelle.

Dans les lycées, les DGH restent insuffisantes au vu des besoins, le h/e est bien inférieur à celui de janvier 2011, période pourtant déjà sombre pour l'éducation nationale. La réforme « parcours sup' », qui s'applique avant d'avoir été votée, on voit au passage toute la modernité démocratique de ce gouvernement, .va alourdir le travail des professeurs de terminale. Prenant prétexte de l'instauration du risque de tirage au sort dans certaines filières, le gouvernement veut mettre en place une sélection qui ne dit pas son nom. À la lecture des attendus nationaux, les bachelier-ères technologiques sont quasiment écarté-es de la licence, les bacs pro le sont totalement. Quant aux élèves de L, ils/elles seront surpris-es de voir qu'il leur faudra une bonne culture scientifique pour s'inscrire en psychologie. Pour la CGT Educ'action, cette sélection est inacceptable. L'obtention du baccalauréat, 1er grade universitaire doit permettre à chaque élève d'accéder à la poursuite d'études souhaitée.

Le projet « Mathiot » est construit au service de la sélection à l'entrée de la licence instaurée par la loi Vidal. En effet, les majeures, dont les résultats des évaluations seront connus au moment des réponses des universités sur Parcoursup, permettront de contrôler les « attendus » exigés pour sélectionner à l'entrée en licence.

Loin d'un enseignement général commun à toutes les séries, avec des heures d'approfondissement dans certaines disciplines, que revendique la CGT Educ'action, le tronc commun du projet ne serait qu'un alibi cachant une hyperspécialisation. Il s'agit bien de spécialiser et d'orienter les élèves dès la 1ère. Le projet tourne ainsi le dos à un lycée émancipateur, aboutissement de la construction d'une culture générale et technologique

commune et va aggraver les déterminismes sociaux déjà à l'oeuvre actuellement dans le choix des séries, entre les élèves des milieux favorisés, qui sauront choisir les bonnes majeures en fonction des « attendus » de Parcoursup et les autres. Il risque également d'accroître les disparités territoriales entre établissements en mesure de proposer tous les duos de majeures et les autres. Ce projet laisse présager **des suppressions de postes massives** une forte baisse des horaires élèves, avec 27h maximum en 1<sup>ère</sup> et Terminale et des regroupements de classes avec la fin des séries. Ainsi des disciplines sont menacées, certaines ne seront pas dans le tronc commun et/ou intégreront peu de binômes de majeures. Cela pourrait entraîner une véritable saignée pour les langues vivantes autre que l'anglais, la SVT... C'est aussi à une remise en cause des obligations de service hebdomadaires des enseignant.es que ce projet pourrait aboutir.

La filière professionnelle est elle aussi attaquée, le rapport «pour le développement de l'apprentissage» propose au gouvernement des pistes qui remettent en cause le fondement même de l'enseignement professionnel sous statut scolaire.

Sans surprise, on y retrouve la volonté d'imposer l'apprentissage en multipliant les passerelles entre LP et CFA, en favorisant la mixité des publics dans les LP , en permettant la signature de contrats d'apprentissage toute l'année. Ce projet casse aussi les diplômes et les qualifications en imposant des validations des diplômes par blocs de compétences... Le rapport postule que l'apprentissage est la voie «royale» d'intégration professionnelle. La réalité est tout autre avec un patronat peu enclin à prendre des apprenti·es en pré bac.C'est sans doute pour cette raison qu'il propose l'autorisation pour la branche BTP à déroger, sans autorisation de l'inspection du travail, au 35h, d'étendre le travail de nuit jusqu'à minuit pour les mineurs dans l'hôtellerie-restauration. Ce texte feint d'ignorer que la formation initiale sous statut scolaire reste la meilleure voie pour la professionnalisation des élèves et la garantie d'une formation générale ambitieuse.

Les raisons de la colère sont nombreuses ! Il est devenu vital de se mobiliser pour un autre partage des richesses, une politique de justice sociale, qui protège les plus faibles et les plus fragiles. Une politique au service du public et non des appétits financiers de quelques-uns.